

## **Notre liberté au sein et au-delà des frontières européennes. 17 octobre Journée transnationale de lutte des migrant.e.s**

Le 17 octobre, alors que des centaines de milliers de migrants et de sans-papiers arriveront à Paris pour manifester depuis toute la France, la Coordination Transnationale des Migrants appellera tous les migrants, réfugiés, demandeurs d'asile, collectifs, groupes et supporteurs, à manifester dans toute l'Europe et au-delà.

Des manifestations, des grèves et des émeutes sont en train de secouer les États-Unis contre le racisme systémique et la violence policière qui menacent la vie des Noirs et des non-Blancs. De notre côté de l'Atlantique, nous sommes repoussés à travers la Méditerranée et aux frontières, exploités et harcelés sur les lieux de travail. À l'intérieur et à l'extérieur de l'Union européenne, nous sommes menacés par la violence et le racisme en raison de la couleur de notre peau et du chantage aux papiers. Comme aux États-Unis, le moment est venu de descendre en masse dans la rue. Le moment est venu de reprendre la vie des migrants. Seule une initiative transnationale peut renforcer le pouvoir dont nous avons besoin pour renverser ce système. Au cours de ces mois, les luttes des migrants se sont multipliées, remettant en cause l'ensemble des lois nationales, les politiques de l'Union Européenne et les accords internationaux qui enchaînent notre vie aux frontières, aux hiérarchies et aux boulots de plus en plus précaires. Ainsi, nous avons mis en place une coordination transnationale engageant des organisations de migrants de France, d'Italie, d'Espagne, d'Allemagne, de Slovénie, de Macédoine, de Grèce, de Turquie, du Maroc et du Liban. Le 17 octobre, nous reviendrons dans la rue pour prendre notre liberté de mouvement et briser les chaînes du racisme et de l'exploitation. Il est temps d'attaquer ensemble au niveau transnational, en surmontant l'isolement des initiatives locales et nationales.

Partout, le racisme institutionnel aggrave l'exploitation de la main-d'œuvre migrante. Durant la pandémie, les migrants ont été souvent publiquement accusés de propager le virus, alors qu'ils ont été obligés de travailler à n'importe quelle condition pour soutenir l'économie européenne, contraints de vivre dans des camps surpeuplés en attendant les décisions d'asile, chassés le long des Balkans et abandonnés mourants dans la mer Méditerranée. Malgré tout cela, les migrants continuent de défier les frontières. Les réfugiés et les demandeurs d'asile forcent les limites des systèmes d'accueil et protestent contre les régularisations nationales qui reproduisent hiérarchies et exclusions, les travailleurs migrants continuent de faire grève pour refuser l'exploitation et les femmes migrantes luttent contre la violence masculine à l'intérieur et à l'extérieur des lieux de travail. Les luttes des migrants défient l'ensemble le système institutionnel qui enchaîne leur vie à un document. Le 17 octobre, nous voulons renforcer toutes ces luttes en réclamant un permis de séjour inconditionnel pour tous, valable dans toute l'Europe, indépendant du contrat de travail, du revenu, du salaire et de la famille.

Un permis de séjour européen inconditionnel n'est pas la solution définitive à l'exploitation des migrants, à la violence raciste et masculine. Nous savons que nous devons faire face à de nombreuses difficultés : du logement aux conditions de travail, du racisme à la pauvreté et à la violence masculine. Mais tous ces problèmes sont aggravés par la dépendance de nos vies aux documents de séjour. Réclamer un permis de séjour inconditionnel, c'est aussi un moyen de renforcer les luttes que nous sommes en train de mener et de contre-attaquer à travers les frontières. Nous refusons le lien entre les documents, le travail et le salaire : un lien qui vise à contraindre les migrants à accepter toute sorte de condition de travail, aggravant également les conditions de tous les travailleurs. Nous refusons que le regroupement familial, le harcèlement des patrons et le régime des frontières exposent les femmes à la violence et à l'oppression. Nous refusons que les enfants de migrants soient considérés comme des étrangers là où ils sont nés et ont grandi. Nous refusons les distinctions nationales qui divisent les migrants entre « éligibles » et « non éligibles » pour obtenir le droit de rester. Un permis de séjour européen inconditionnel est quelque chose de plus qu'une citoyenneté nationale : c'est une revendication transnationale pour tous ceux qui refusent l'oppression et l'exploitation hors et à l'intérieur des frontières européennes, c'est liberté de mouvement à l'intérieur et contre des États qui exposent les hommes et les femmes migrants au racisme et à la violence.

Pour toutes ces raisons nous appelons tous les collectifs, associations et syndicats à se joindre à nous pour organiser des manifestations, marches et actions le 17 octobre : le travail migrant est une force politique, il est temps de la rendre visible.